



LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Ministère de l'Économie

Le Ministre

Luxembourg, le 3 octobre 2016

Le Ministre de l'Économie
à
Monsieur le Ministre aux
Relations avec le Parlement

L-2450 LUXEMBOURG

Réf. : Co/QP2279-02/JM-dm

Objet: Question parlementaire N° 2279 du 8 août 2016 des députés Max Hahn et Claude Lamberty

J'ai l'honneur de vous communiquer en annexe la réponse de Monsieur le Ministre de l'Économie, à la question parlementaire sous objet, avec prière de bien vouloir en assurer la transmission à Monsieur le Président de la Chambre des Députés.



Étienne Schneider

Dossier suivi par : Judith Meyers, tél : 247-84349 ; email : judith.meyers@eco.etat.lu

**Réponse de Monsieur le Vice-Premier ministre, ministre de l'Economie, à la question
parlementaire n° 2279 du 8 août 2016 des députés
Max Hahn et Claude Lamberty**

La location temporaire de logements de personne privée à personne privée à travers des plateformes Internet spécialisées comme airbnb s'est développée ces dernières années, tant au Luxembourg qu'à l'étranger. Cette offre très diverse constitue un complément intéressant à l'offre d'hébergement touristique classique et peut attirer une nouvelle clientèle à la recherche d'un hébergement alternatif. Elle contribue ainsi à la diversité et à l'attractivité de l'offre touristique au Luxembourg.

Les relations entre les parties, qui sont en principe des particuliers, sont régies par le droit commun des contrats et de la responsabilité.

Bien que cette activité n'ait pas de législation spécifique, les personnes louant des logements à des touristes sont tenus par plusieurs obligations :

- Elles doivent respecter les critères de location, de salubrité, d'hygiène, d'habitabilité et de sécurité auxquels doivent répondre les logements mis en location ou mis à disposition aux fins d'habitation (donc p.ex. une chambre meublée), lesquels sont fixés par la loi modifiée du 25 février 1979 concernant l'aide au logement. Si l'habitation sert en même temps d'habitation principale et permanente, le règlement grand-ducal modifié du 25 février 1979 est également à respecter ;
- Elles doivent déclarer les revenus liés à cette activité ;
- Elles doivent remplir les fiches d'hébergement des voyageurs.

Il n'est pour le moment pas prévu de mettre en place une loi spéciale pour ce genre d'activité. En effet, il n'y a pas de raison à priori de limiter cette activité tant que les particuliers ne se comportent pas comme de véritables professionnels, sans être soumis aux mêmes contraintes. S'il s'avère qu'une adaptation de notre législation devient indispensable pour mieux encadrer cette activité, les mesures qui s'imposent seront mises en œuvre. A cet effet, nous observons de près les évolutions en ce sens dans nos pays voisins qui pourront être, le moment venu, une source précieuse de comparaison et d'inspiration.

Afin de faciliter l'accès à l'information quant aux droits et obligations liés à cette sorte de location, il est envisagé de regrouper les informations concernant la location de logements à des touristes, de personne privée à personne privée, sur la plateforme *guichet.lu*. En attendant, le ministère de l'Economie ainsi que les départements, administrations et communes concernés par les aspects divers entrant en ligne de compte (droit d'établissement, tourisme, fiscalité, hygiène et sécurité etc.), se tiennent naturellement à disposition pour apporter les renseignements et informations souhaitées concernant leur domaine de compétences.